

CHARTRE DU CENTRE DES PROFESSIONS FINANCIERES POUR LA PROTECTION DE VOS DONNÉES PERSONNELLES

Mise à jour le 4 juin 2020

Le site du Centre des Professions Financières, ci-après désigné "Le Site", est édité par la société CiviDesk, société localisée aux États-Unis. Les données sont hébergées en France par Amazon Web Services.

Le Centre des Professions Financières accorde une importance à la transparence de l'information, afin de construire avec ses adhérents et participants à nos manifestations une relation forte et durable, fondée sur la confiance. Conformément à cette philosophie, la protection de vos données personnelles est essentielle à nos yeux et nous souhaitons vous informer, par l'intermédiaire de cette charte, sur la manière dont nous collectons et traitons ces données.

La présente charte pourra être modifiée à tout moment par le Centre des Professions Financières, afin notamment de se conformer aux évolutions réglementaires.

I. IDENTITÉ DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT DES DONNÉES

Tout traitement des informations personnelles collectées sur le présent site s'effectue sous la responsabilité du Centre des Professions Financières, contact@professionsfinancieres.com, dont le siège social est situé au 41 Boulevard des Capucines - 75002 Paris.

II. À QUOI S'APPLIQUE CETTE CHARTRE

Cette charte s'applique à l'ensemble des activités du Centre des Professions Financières.

III. POURQUOI DES DONNÉES PERSONNELLES VOUS CONCERNANT SONT-ELLES COLLECTÉES SUR LE SITE DU CENTRE DES PROFESSIONS FINANCIÈRES

Nous collectons les données nécessaires pour :

- Vous informer des actualités du Centre des Professions Financières ;
- Traiter vos inscriptions aux manifestations que nous organisons ;
- Traiter votre adhésion au Centre des Professions Financières ;
- Traiter vos paiements par carte bancaire ;
- Traiter les remboursements par virement ;
- Vous faire découvrir les manifestations de nos partenaires.

Le formulaire d'inscription à une manifestation ou d'adhésion vous indique quelles sont les données indispensables pour bénéficier du service concerné, quelles sont les données facultatives et les conséquences de la non-communication d'une donnée.

IV. QUELLES SONT LES DONNÉES QUE NOUS COLLECTONS

Données déclaratives :

Lorsque vous remplissez un formulaire d'inscription à une manifestation ou d'adhésion nous collectons les données suivantes :

- Civilité ;
- Nom et prénom ;
- Fonction ;
- Employeur ;
- Secteur d'activité ;
- Genre ;
- Adresse postale professionnelle ;
- Numéro de téléphone professionnel ;
- Adresse e-mail professionnelle ;
- Adresse postale personnelle ;
- Numéro de téléphone personnel ;
- Adresse e-mail personnelle ;
- Préférences de communication (de quelle manière vous souhaitez être contacté) ;
- Liens de profils réseaux sociaux ;
- Adresse de facturation : lors de votre adhésion et pour chaque inscription à un événement, nous vous proposons d'utiliser par défaut votre adresse principale, ou d'enregistrer une adresse de facturation ;
- Curriculum Vitae ;
- Date de naissance : utilisée uniquement pour justifier un tarif réduit d'adhésion ;
- Justificatif de tarif réduit (étudiant, membre de moins de 30 ans, retraité) ;
- Sujets sur lesquels vous souhaitez être informé.

Pour créer un profil afin de s'inscrire à une manifestation ou adhérer au Centre, certaines informations sont nécessaires :

- Civilité ;
- Nom ;
- Prénom ;
- Adresse de facturation ;
- Email ;
- Fonction ;
- Sujets sur lesquels vous souhaitez être informés.

Les autres informations sont facultatives. Cependant, certaines sont nécessaires pour communiquer avec vous.

Nous ne collectons pas vos données bancaires hormis pour des remboursements. Nous ne les conservons pas.

Cependant, ces données sont collectées par notre prestataire bancaire qui dispose des accréditations nécessaires notamment en matière de sécurité.

Nous ne détenons aucune information sur vos origines, vos croyances religieuses ou philosophiques, votre orientation sexuelle, vos opinions politiques, vos affiliations syndicales ou votre santé.

Historique de contributions :

Nous conservons également les contributions que vous avez effectuées, les montants que vous avez versés et leur adresse d'expédition.

Données comportementales :

Le Centre des Professions Financières ne collecte pas d'information concernant votre navigation, grâce à des outils de collectes (cookies, tags, balises ou tout autre moyen technique approprié).

V. COMMENT NOUS UTILISONS VOS DONNÉES PERSONNELLES ?

L'utilisation de vos données a pour finalité de vous faire parvenir des informations sur l'activité du Centre et de vous répertorier dans l'annuaire du Centre des Professions Financières si vous êtes adhérent.

Expédition du magazine des Professions Financière et de l'annuaire

- L'adresse principale des adhérents est transmise aux éditeurs concernés afin d'assurer la livraison du magazine ou de l'annuaire.
- Nos accords avec les éditeurs stipulent que l'adresse des adhérents ne doit être utilisée que dans la stricte nécessité de la gestion de l'envoi. Ceci exclut toute exploitation commerciale (sollicitation commerciale ou cession à des tiers) de la part de l'éditeur. Les données sont effacées après envoi de la publication aux membres.

Comment nous collectons vos données personnelles :

La collecte des informations proviennent soit de données que vous ou votre employeur nous avez fournies par différents moyens (internet, mail, courrier, téléphone), soit de sources accessibles au public (cela inclut vos profils sociaux, sites web ou blogs accessibles au public).

Les raisons pour lesquelles nous utilisons vos données personnelles :

En utilisant ces informations, nous créons un profil et l'incluons dans notre base de données.

Nous permettons exclusivement à nos membres d'accéder à notre base de données via notre site web, afin qu'ils puissent consulter votre profil, uniquement si vous êtes membre, et vous contacter ou vous envoyer des informations qui selon eux pourraient vous intéresser. Notre rôle principal est de faciliter la communication et l'information entre les professionnels des professions financières.

Gestion de votre profil

Nous utilisons vos données personnelles afin d'être en mesure de fournir nos services à nos adhérents et prospects. Vos données dans la base CPF, vous permettront, en tant que membre ou prospect, de recevoir des informations ciblées et pertinentes pour vous. Si, à tout moment, vous souhaitez que nous bloquions, modifions ou retirions tout ou partie des informations vous concernant de notre base de données, veuillez nous envoyer un email à l'adresse suivante : contact@professionsfinancieres.com.

Vos données sont également publiées dans l'annuaire des professions financières avec un accord de votre part sur les informations vous concernant que vous souhaitez y voir figurer. Néanmoins, vous pouvez refuser d'y apparaître.

Comment modifier ou supprimer votre profil

Vous pouvez demander de modifier ou de supprimer vos données en vous connectant sur votre profil ou en contactant l'équipe opérationnelle du CPF à l'adresse suivante :

contact@professionsfinancieres.com .

Sans demande de votre part, le Centre s'engage à supprimer les données dont l'association n'a plus l'usage dans un délai d'un an.

Comment nous utilisons vos données personnelles

Nous pouvons utiliser vos données personnelles pour vous envoyer par mailing ou courrier postal une newsletter hebdomadaire, des informations concernant l'adhésion au Centre, l'annonce de nos manifestations et publications.

Vous avez le droit de refuser ces envois. Dans ce cas, vous pouvez soit vous désinscrire directement sur le mailing, soit vous pouvez écrire à contact@professionsfinancieres.com .

Le Centre s'engage à ne pas mettre à disposition de tiers, les fichiers de membres du Centre au bénéfice de toutes entités ayant une activité commerciale à leur seul profit. Le Centre peut être amené à mettre à disposition les fichiers de membres du Centre pour des entités sans but lucratif, à la double condition d'une part que le Centre ait vérifié préalablement que ces entités ont un dispositif de traitement des données comparables à celui du Centre et qu'elles s'engagent à détruire ces données après leur usage spécifique et d'autre part que les personnes dont les noms sont transmis y aient au préalable consenti.

Vos données recueillies suite à une inscription à un événement

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé dans le cadre de votre participation à l'évènement que nous organisons.

L'objectif du traitement est la gestion de la communication, y compris les webinaires, ainsi que l'envoi de bulletins d'information et d'autres communications et informations nécessaires qui peuvent être d'intérêt. Tout cela est basé sur le consentement exprès et sans équivoque de la personne concernée pour traiter, communiquer, céder et, le cas échéant, transférer internationalement les données personnelles nécessaires à ces communications.

Vous pouvez exercer vos droits sur les données vous concernant et les faire rectifier en nous contactant à : contact@professionsfinancieres.com

Vous êtes informé(e) que cette manifestation à un caractère public, qu'elle peut être enregistrée et rediffusée.

Statistiques

Enfin, l'ensemble des données que nous collectons peut être utilisé à des fins d'analyse statistique, pour mieux cerner les attentes de nos adhérents et prospects et faire évoluer nos services en conséquence. Cette utilisation est anonyme.

Sécurité

Le Centre des Professions financières a mis en place des systèmes de protection adéquats pour la protection des données qu'il est amené à traiter et stocker.

VI. DESTINATAIRES DE VOS DONNÉES

Vos données collectées sur ce site sont exclusivement réservées à l'usage du Centre des Professions Financières et aux éditeurs en charge de la publication et de l'expédition du magazine et de l'annuaire. Seuls les adhérents ont accès à l'annuaire des membres sur le site. La consultation des fiches des prospects est exclusivement réservée à usage du Centre des Professions Financières. Aucune donnée personnelle n'est divulguée à l'extérieur du Centre des Professions Financières sans autorisation du membre.

Elles peuvent être partagées avec certains sous-traitants ou fournisseurs, auxquels le Centre des Professions Financières fait appel pour l'exécution de ses services (comptabilité et règlement de factures). Aucun de ces sous-traitants ou fournisseurs n'est situé hors de l'Union Européenne sauf Cividesk, notre sous-traitant web master, qui sous-traite l'hébergement des données en France.

Aucun sous-traitant ou partenaire n'est autorisé à placer sur le Site des tags et des cookies leur permettant d'accéder à certaines données.

Si vous en avez émis le souhait, en cochant la case acceptant de recevoir les offres de nos partenaires, et à cette condition expresse, vos données déclaratives pourront être transmises à nos partenaires.

VII. RENSEIGNEMENTS ET RÉCLAMATIONS

Conformément à l'article 34 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent (l'ensemble de ces droits est explicité supra).

Pour exercer ce droit, vous pouvez adresser votre demande (en indiquant votre adresse de courrier électronique, nom, prénom, objet : « exercice droit CNIL »), à :

- Centre des Professions Financières, 41 Boulevard des Capucines, 75002 Paris
- Ou par mail à l'adresse : contact@professionsfinancieres.com

VIII. LE RGPD CONFIRME LES DROITS DES PERSONNES PRÉEXISTANTS (CF. LOI INFORMATIQUE ET LIBERTÉ 78/17 MODIFIÉE) :

Droit d'information et d'accès

Toute personne physique justifiant de son identité a le droit d'interroger le responsable d'un traitement de données à caractère personnel en vue d'obtenir :

- La confirmation que des données à caractère personnel la concernant font ou ne font pas l'objet de ce traitement ;
- Des informations relatives aux finalités du traitement, aux catégories de données à caractère personnel traitées et aux destinataires ou aux catégories de destinataires auxquels les données sont communiquées ;
- Le cas échéant, des informations relatives aux transferts de données à caractère personnel envisagés à destination d'un Etat non membre de la Communauté européenne ;
- La communication, sous une forme accessible, des données à caractère personnel qui la concernent ainsi que de toute information disponible quant à l'origine de celles-ci ;
- Les informations permettant de connaître et de contester la logique qui sous-tend le traitement automatisé en cas de décision prise sur le fondement de celui-ci et produisant des effets juridiques à l'égard de l'intéressé.

Droit de rectification

Toute personne physique justifiant de son identité peut exiger du responsable d'un traitement que soient, selon les cas, rectifiées, complétées, mises à jour, verrouillées ou effacées les données à caractère personnel la concernant, qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées, ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite.

Droit d'opposition

Toute personne physique a le droit de s'opposer, pour des motifs légitimes, à ce que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement.

Elle a le droit de s'opposer, sans frais, à ce que les données la concernant soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciale, par le responsable actuel du traitement ou celui d'un traitement ultérieur.

Les dispositions du premier alinéa ne s'appliquent pas lorsque le traitement répond à une obligation légale ou lorsque l'application de ces dispositions a été écartée par une disposition expresse de l'acte autorisant le traitement.

RGPD instaure de nouveaux droits (cf. Règlement général sur la protection des données 2016/679):

Droit à la portabilité des données

Les personnes concernées ont le droit de recevoir les données à caractère personnel les concernant qu'elles ont fournies à un responsable du traitement, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et ont le droit de transmettre ces données à un autre responsable du traitement sans que le responsable du traitement auquel les données à caractère personnel ont été communiquées y fasse obstacle, lorsque :

- Le traitement est fondé sur le consentement licite ;
- Le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés.

Droit à l'effacement des données

Les personnes concernées peuvent demander à ce que leurs données soient effacées dans certains cas spécifiques. Ce droit peut être exercé à l'encontre de responsables du traitement, qui sont alors tenus d'y répondre dans les meilleurs délais.

Le droit à l'effacement s'applique lorsque l'un des motifs suivants est constitué :

- Les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière ;
- La personne concernée retire le consentement sur lequel est fondé le traitement et il n'existe pas d'autre fondement juridique au traitement ;
- La personne concernée s'oppose au traitement et il n'existe pas de motif légitime impérieux pour le traitement ;
- Les données à caractère personnel ont fait l'objet d'un traitement illicite ;
- Les données à caractère personnel doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'Union ou par le droit de l'Etat membre auquel le responsable du traitement est soumis.

Droit à la limitation du traitement des données à caractère personnel

La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement la limitation du traitement lorsque l'un des éléments suivants s'applique :

- L'exactitude des données à caractère personnel est contestée par la personne concernée, pendant une durée permettant au responsable du traitement de vérifier l'exactitude de ces données ;
- Le traitement est illicite et la personne concernée s'oppose à leur effacement et exige à la place la limitation de leur utilisation ;
- Le responsable du traitement n'a plus besoin des données à caractère personnel aux fins du traitement mais celles-ci sont encore nécessaires à la personne concernée pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice ; ou
- La personne concernée s'est opposée au traitement en vertu de sa faculté de droit d'opposition, pendant la vérification portant sur le point de savoir si les motifs légitimes poursuivis par le responsable du traitement prévalent sur ceux de la personne concernée.

Remarque :

Dans le cadre de l'exercice des droits des personnes concernées, si le responsable du traitement ne donne pas suite à la demande formulée par ces personnes, il informe celles-ci sans tarder et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande des motifs de son inaction et de la possibilité d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle et de former un recours juridictionnel (CNIL).